



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3114

Texte de la question

SITUATION DU MONDE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. François Rochebloine, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Rochebloine. Ma question, monsieur le président, s'adresse à M. le Premier ministre, et non pas à M. Le Guen. (*« Très bien ! sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains. »*)

Depuis plusieurs semaines, le groupe de l'Union des démocrates et indépendants n'a cessé de vous interpellier sur la crise sans précédent que traversent nos agricultures. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

M. Philippe Meunier. Ils n'en ont rien à faire !

M. François Rochebloine. Cette crise touche à la fois les producteurs de viande bovine et de porc mais aussi de lait. Alors que les coûts de production ne cessent d'augmenter, les pressions que la grande distribution exerce sur les prix sont devenues insoutenables pour nos éleveurs.

M. Nicolas Bays. La faute à qui ?

M. François Rochebloine. Plus qu'un enjeu économique, la crise de l'élevage représente aujourd'hui un enjeu social de grande ampleur pour notre pays. Les revenus agricoles ne cessent de chuter, plongeant des milliers d'agriculteurs dans une détresse professionnelle et personnelle. Les réponses apportées par M. le ministre Le Guen sont méprisantes. Entendez le désespoir de nos agricultures ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

La semaine dernière, en réponse à notre collègue François Sauvadet, votre ministre de l'agriculture s'est lui-même déclaré dans l'impossibilité d'agir directement. Certes, l'État ne peut pas tout, mais il dispose tout de même d'outils suffisants pour faire respecter des accords qui, jusqu'ici, ont été bafoués par la grande distribution.

M. Bernard Accoyer. Très bien !

M. François Rochebloine. À la veille de la pause estivale, monsieur le Premier ministre, il faut une réponse forte. Le groupe UDI vous demande solennellement d'organiser un débat sur la situation que vit le monde agricole, et ce avant la fin de la présente session extraordinaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de*

l'Union des démocrates et indépendants et plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)

Le Sénat, quant à lui, a pris l'initiative d'une grande conférence agricole qui aura lieu demain en présence de tous les acteurs concernés.

M. Philippe Vigier. Eh oui !

M. François Rochebloine. Face à une crise aussi violente et déterminante pour l'avenir de notre pays, chacun doit être prêt à travailler main dans la main pour sortir de l'ornière. Le groupe UDI monsieur le Premier ministre, est prêt à relever ce défi. Il ne tient plus qu'à vous d'accepter cette main tendue et de passer de la communication à l'action ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (« Ah ! » sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)

M. Manuel Valls, Premier ministre. Soyons respectueux du fonctionnement normal de nos institutions : M. le ministre de l'agriculture est en ce moment avec le président du Mexique. Le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement l'a suppléé, comme il l'a souvent fait, y compris en d'autres temps.

M. Alain Marty. Qu'on lui donne les réponses !

M. Manuel Valls, Premier ministre. La crise que traverse le monde agricole mérite selon moi que chacun soit conscient des problèmes et des défis auxquels nous faisons face.

La loi d'avenir pour l'agriculture a apporté une réponse à ce qui constitue une crise économique, sociale et même morale du monde agricole, pour reprendre les propos du président Xavier Beulin.

M. François Rochebloine. C'est vrai !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Cette fois-ci, nous faisons face dans un certain nombre de filières à une autre crise : ce n'est pas qu'une crise budgétaire, comme nous avons pu en connaître, et que l'on pourrait régler à coup de subventions.

De ce point de vue du reste, ceux qui demandent des subventions supplémentaires - ce n'est pas votre cas, monsieur Rochebloine - sont souvent les mêmes qui demandent que l'on réduise la dépense publique dans bien des secteurs ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Vous avez raison, monsieur le député : il faut faire face à cette crise. Le Parlement est souverain : si, comme le Sénat le fera demain, l'Assemblée nationale souhaite organiser un débat en commission ou dans l'hémicycle, c'est son droit.

M. Yannick Favennec. Qu'en dites-vous, monsieur le président ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. M. Le Foll se rendra demain au Sénat et se tient naturellement à la disposition des commissions compétentes de l'Assemblée et de l'ensemble des députés pour répondre à leurs questions. Il a lui-même souhaité qu'ait lieu cette table ronde avec les producteurs, les éleveurs et la grande distribution, et il souhaite que cet accord soit pleinement mis en œuvre.

Cela étant dit, ce sont les mêmes – pas vous, monsieur Rochebloine – qui défendent l'économie de marché, le retrait de l'État et la baisse des subventions et qui nous expliquent dans le même temps qu'alors qu'ils ont voté la loi de modernisation de l'économie qui donnait le pouvoir à la grande distribution, c'est à nous, c'est au Gouvernement d'obliger celle-ci à prendre ses responsabilités ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe*

socialiste, républicain et citoyen et quelques bancs du groupe écologiste. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Sur ce sujet comme sur bien d'autres, il est temps, mesdames et messieurs les députés, que vous répondiez devant les Français à l'exigence de cohérence et que vous cessiez d'utiliser à vos propres fins le drame du monde agricole et la situation des agriculteurs, des éleveurs et d'un certain nombre de filières ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Philippe Cochet. Cessez de brandir votre *muleta* !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il y a encore quelques mois, j'ai rencontré les éleveurs de porcs en Bretagne, et j'ai discuté avec eux de la souffrance qui est la leur, de leur endettement, des craintes qu'ils éprouvent pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Face à ces crises, nous répondons présents pour que la grande distribution prenne pleinement ses responsabilités, mais nous n'utiliserons jamais à des fins politiques le malheur de ceux qui font aujourd'hui face à ce défi ! (« *Olé !* » *sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

En clair, monsieur le député, nous répondons présents ! Le ministre est à votre disposition et nous agissons, parce que c'est ce que le monde agricole attend. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. François Rochebloine](#)

Circonscription : Loire (3^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3114

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juillet 2015](#)